

AU LUXEMBOURG

CSSF

Pas de retraite pour Andrée Billo

La Commission de surveillance du secteur financier a tenu à souligner qu'Andrée Billo, une des directrices de la CSSF, ne partira pas à la retraite à la fin de son mandat, contrairement à ce que l'on avait indiqué dans notre édition de lundi. Son mandat prendra fin en décembre prochain, mais peut être renouvelé pour une durée de cinq ans.

À L'ÉTRANGER

■ RWE

L'agence de notation Standard and Poor's (S&P) a abaissé hier d'un cran la note sur la dette du numéro deux de l'énergie allemand RWE, au vu des difficultés que rencontrent le groupe face à la transition énergétique en cours en Europe. La note à long terme de RWE passe, donc, de «BBB+» à «BBB» et celle-ci est assortie d'une perspective négative, précise, dans un communiqué, S&P ce qui signifie que l'agence n'exclut pas de baisser de nouveau cette note à l'avenir. «Nous pensons que les conditions de marché, en particulier les faibles prix de l'énergie et un contexte politique hostile sur son marché d'origine, restent difficiles pour RWE», explique S&P.

■ ÉTATS-UNIS

L'activité économique aux États-Unis a solidement rebondi au deuxième trimestre, grâce aux dépenses de consommateurs et aux investissements des entreprises, selon la deuxième estimation publiée, hier, par le département du Commerce, supérieure aux attentes des analystes. Le produit intérieur brut (PIB) américain a gagné 3,7 % en rythme annualisé et en données corrigées des variations saisonnières, entre avril et juin. Cette révision de 1,4 point de pourcentage par rapport à la première estimation dépasse les prévisions des analystes, qui tablaient sur une croissance de 3,1 %.

■ GOOGLE

L'entreprise californienne a adressé, hier, un document de plus de 100 pages à l'Union européenne, dans lequel il qualifie d'infondés les reproches d'abus de position dominante qui lui ont été adressés par Bruxelles.

Le géant d'internet avait jusqu'au 31 août pour répondre aux reproches des autorités européennes, qui le soupçonnent de tromper les consommateurs et ses concurrents en altérant les résultats de son moteur de recherches, de manière à ce qu'ils favorisent ses propres services.

■ KAZAKHSTAN

Le Kazakhstan a signé, hier, avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), un accord sur la création d'une banque d'uranium faiblement enrichi sous contrôle international, destinée à garantir l'approvisionnement des centrales et favoriser la lutte contre la prolifération nucléaire. Cette banque, qui sera administrée par l'AIEA et sera basée dans la ville d'Oskemen, dans l'est du Kazakhstan, doit ouvrir en 2017.

Apateq en route vers l'Amérique

Jeune société luxembourgeoise, Apateq a reçu, hier, la visite du Premier ministre, heureux de découvrir la success story d'une entreprise qui a des vues sur les États-Unis.

Xavier Bettel, Premier ministre plutôt en forme, a effectué sa prérentée en visitant les locaux de la société Apateq. Cette jeune entreprise luxembourgeoise s'apprête en effet à partir à la conquête du marché américain.

De notre journaliste
Jeremy Zabatta

Apateq est une société spécialisée dans le domaine de cleantech, c'est-à-dire qu'elle est active dans le développement de technologies disruptives pour le traitement de l'eau, que ce soit pour le secteur maritime, le secteur industriel ou encore le traitement du lixiviat (liquide résiduel qui provient de la percolation de l'eau à travers un matériau) des sites d'enfouissement.

Mais la raison de la présence du Premier ministre était, pour Apateq, de montrer son savoir-faire sur une technologie de traitement des eaux de production et des eaux de refoulement issues de la fracturation hydraulique, donc dans le secteur de l'industrie du pétrole et du gaz, avant l'expédition d'une unité de traitement mobile aux États-Unis.

De nature curieuse, Xavier Bettel s'est montré attentif et intéressé. Le Premier ministre explique : «Lorsque que j'ai reçu le courrier d'invitation de Bogdan Serdan (NDLR : directeur général d'Apateq), j'ai apprécié l'histoire de l'entreprise. J'ai également été impressionné par le développement de la société dans le domaine du cleantech, qui consti-

tue un des axes majeurs de la politique de diversification économique du gouvernement.» Pour la petite histoire, Bogdan Serdan avait confié au Premier ministre que lors des premiers mois de l'entreprise, seule une poignée d'employés s'était lancée dans l'aventure, et lui-même, n'était pas payé. Cela a bien changé et la start-up est sur le point de passer le cap en franchissant l'Atlantique. Aujourd'hui, Apateq a réussi à faire une levée de fonds de 5,8 millions d'euros auprès d'investisseurs basés au Luxembourg.

Des perspectives fortes

Le point fort d'Apateq réside dans deux axes : la mobilité et le coût. Il faut savoir qu'un baril de pétrole produit engendre entre 3 et 5 barils d'eau. Cette eau, polluée, est soit jetée, soit stockée dans la roche, soit traitée pour être réinjectée. À l'heure actuelle, par manque d'eau propre nécessaire à la fracturation hydraulique, des additifs chimiques sont utilisés pour remplacer l'eau, mais cela rend inutilisable une partie du pétrole qui contient des éléments chimiques, d'où la nécessité du traitement de l'eau. Le traitement de ces barils d'eau coûte de 3 à 30 dollars par baril aux grands groupes spécialisés dans

le pétrole, là où la technologie d'Apateq permet un coup en dessous du dollar. «Dans le monde, il y a 77 milliards de barils d'eau par an résultant de l'extraction du pétrole et du gaz. Sur les États-Unis, cela représente 22 milliards de barils par an», a souligné Bogdan Serdan.

Les perspectives d'avenir semblent prometteuses pour Apateq, qui dispose déjà d'une station pilote au Kansas. «La prochaine étape est d'installer une filiale, dans les prochains mois, à Houston. On espère l'ouvrir en octobre. Pour autant, nous garderons notre site luxembourgeois où tout est développé et produit», a expliqué le directeur général d'Apateq. Le Premier ministre a également tenu à connaître les perspectives en termes d'emploi. «En juin 2013, nous étions six, puis dix. Nous sommes actuellement quatorze, bientôt quinze. En 2016, nous avons prévu un effectif de 30 personnes et en 2017, une centaine», a répliqué Bogdan Serdan, qui a également expliqué que la société devait parfois recourir à des intérimaires et des sous-traitants sur certains contrats, mais que le but à terme était de pouvoir étoffer la société par un effectif propre, soulignant que la main-d'œuvre au Luxembourg était moins chère qu'aux États-Unis.



Photo : alain rischard

Les unités d'Apateq sont développées et produites au Grand-Duché.

RTL Group a le sourire

Avec une hausse du bénéfice semestriel, RTL Group relève ses perspectives pour 2015.

RTL Group, premier groupe européen de médias audiovisuels, a enregistré, au premier semestre, un bénéfice net en hausse de 73,8 % par rapport à la même période de l'an dernier, notamment grâce à l'Allemagne et à ses activités numériques, et a relevé ses perspectives pour 2015. Une annonce saluée par le marché, puisque l'action prenait 2,67 % à 78,52 euros vers 8 h à la Bourse de Bruxelles. Le bénéfice net part du groupe sur les six premiers mois de l'année a atteint 351 millions d'euros contre 202 millions sur la même période un an plus tôt. Le chiffre d'affaires, à 2,79 milliards d'euros, a progressé de 3,8 % et le bénéfice d'exploitation (Ebita) a augmenté de 3,3 % à 534 millions d'euros. «Au cours du premier semestre 2015, RTL Group a significativement augmenté son chiffre d'affaires, son Ebita et son bénéfice net, principalement grâce à une nouvelle performance exceptionnelle de Medientruppe RTL Deutschland et notre croissance rapide dans le secteur de la vidéo numérique», soulignent,

dans un communiqué, les deux patrons du groupe, Anke Schäferkordt et Guillaume de Posch. Medientruppe RTL Deutschland est la branche la plus rentable du groupe. Son Ebita a obtenu un record pour un premier semestre en atteignant 343 millions d'euros, en hausse de 9,6 % par rapport au premier semestre 2014.

Un marché publicitaire contrasté

De manière plus générale, les marchés publicitaires télévisuels ont montré une image contrastée au premier semestre, avec une hausse en Allemagne, en France (où le groupe est présent à travers sa filiale M6) et en Espagne, mais un environnement toujours difficile aux Pays-Bas, en Belgique et en Hongrie. M6 avait publié, fin juillet, un bénéfice net part du groupe semestriel de 58,3 millions d'euros, en baisse de 9,7 % en raison du fléchissement de son activité non publicitaire. Quant aux activités numériques du groupe, leur

bonne santé ne fait que se confirmer : le chiffre d'affaires numérique a presque doublé (+94 %) par rapport au premier semestre 2014, à 219 millions d'euros. RTL Group, qui cherche à renforcer sa présence dans les réseaux à chaînes multiples sur YouTube, a constitué en juin un «hub» regroupant ses acquisitions récentes comme SpotXchange, une plateforme de publicité vidéo, et Style-Haul, un réseau à chaînes multiples consacré à la mode.

Le groupe «sonde le marché» pour faire de nouveaux investissements dans le secteur de la vidéo numérique. FremantleMedia, la filiale de production de RTL Group, se développe elle aussi : elle a acquis, en août, une participation majoritaire dans Wildside, une société de télévision italienne et de production de longs métrages. «En supposant qu'il n'y aura pas de changements majeurs quant au climat économique des marchés dans lesquels nous opérons, nous élevons nos perspectives pour l'année 2015», anticipent les deux patrons du groupe.

«Malgré l'index»

Bogdan Serdan, directeur général d'Apateq, a souligné qu'après réflexion, produire les unités de traitement des eaux était moins coûteux au Luxembourg qu'aux États-Unis. Ce qui n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd. Xavier Bettel a ajouté, en souriant, lors de la visite des installations d'Apateq et devant des représentants du patronat : «C'est bien la preuve que cela fonctionne bien malgré l'index!» Xavier Bettel a même confié : «Peu de personnes sont au courant, mais je vais visiter des entreprises tous les deux-trois mois, à peu près. Et la dernière fois, je suis allé visiter une

entreprise à Bascharage qui produit des autocollants. Là-bas, ils m'ont dit que, parmi leurs nombreux sites de production dans le monde, c'était au Luxembourg qu'ils produisaient le moins cher, tout simplement parce que les gens étaient le moins absents. Car les gens s'identifiaient à l'entreprise, s'y sentaient bien et qu'en conséquence il n'y avait pas de conflits sociaux.» Le Premier ministre en a conclu que le coût horaire était peut-être cher, mais que la paix sociale, favorisée par l'index sur les salaires, avait une répercussion économique positive sur les entreprises.

Légère hausse du bénéfice net d'ICBC

La Banque industrielle et commerciale de Chine (ICBC), plus important établissement du pays, a annoncé hier une hausse de 0,6 % de son bénéfice net au premier semestre, ainsi qu'une augmentation de la part des mauvaises créances dans son bilan. Le bénéfice net s'est élevé, pour la première moitié de l'année, à 149 milliards de yuans (20,6 milliards d'euros), tandis que la part des prêts difficilement recouvrables a grimpé de 1,13 % à la fin décembre et de 1,4 % à la fin juin.

Néanmoins, «la proportion de prêts non performants est resté à un niveau relativement sain au premier semestre 2015, comparée aux autres établissements en Chine et à l'étranger», a estimé la banque, dans un communiqué publié à la Bourse de Hong Kong. «Au premier semestre 2015, la banque s'est volontairement adaptée à la "nouvelle normalité" dans un environnement économique complexe», a ajouté ICBC.